Colloque CIGPA & CMRF

Vendredi 14 avril 2017

A l'Hôtel de l'Industrie

Paris

Les 11 candidats à l'élection présidentielle Française face à la question de l'islam en France

Le devenir des musulmans en France

CIGPA.ORG

C I G P A

CIGPA

Le Centre International de Géopolitique et de Prospective Analytique

En association avec la toute jeune

Confédération des Musulmans Républicains de France (CMRF)

Organise un Débat sur :

L'avenir de l'islam en France

C'est la question que certains politiques ont voulu éviter, soit par calcul politicien, soit par tactique électorale, soit encore au nom du sempiternel "pas d'amalgames"!

C'est aussi la question que certains grands médias ou think tank ont voulu évacuer, préférant distraire l'opinion publique française avec des "affaires" qui remontent à des années.

Pour ces deux raisons, et après avoir attendu que d'autres en prennent l'initiative, CIGPA -qui est résolument indépendant des partis et des pays- a décidé in extremis d'organiser ce débat majeur, en observant la stricte neutralité et en laissant les principaux protagonistes exposer librement leur point de vue et débattre avec les intellectuels qui ont bien voulu répondre à notre invitation.

Parce que les questions relatives à l'islam en général et à l'islamisme tout particulièrement suscitent interrogations légitimes et appréhensions compréhensibles, parce qu'elles sont au cœur du débat identitaire que certains posent et que d'autres refoulent, parce que le "choc des civilisations" n'est plus cassandresque mais existentiel, parce que l'électorat dit musulman pourrait peser lourd sur l'issue finale de l'élection présidentielle, les Français, qu'ils soient les « stigmatisés », de confession musulmane, ou les « tourmentés », sans confession, ou de religion chrétienne, juive et autres, ont le droit de savoir ce que chacun des candidats pense exactement de l'islam en France...CIGPA a décidé d'organiser ce débat démocratique et républicain.

CIGPA 23 avenue Foch 75016 Paris
contact@cigpa.org

Colloque CIGPA & CMRF

Vendredi 14 avril 2017

Hôtel de l'Industrie

4 Place

Saint-Germain-des-Prés

75005 Paris

14h à 19h

WWW .CIGPA.ORG

Les 11 candidats à l'élection présidentielle Française du 23 avil 2017 face à la question de l'islam en France

Plutôt que de confronter les prétendants à la présidence française sur les thèmes qui intéressent et inquiètent les Français, de se concentrer sur les questions de fond, qu'elles soient politiques, sociétales, culturelles, économiques, sécuritaires ou internationales, on s'est focalisé plus d'un mois sur des affaires qui remontent à près de vingt ans.

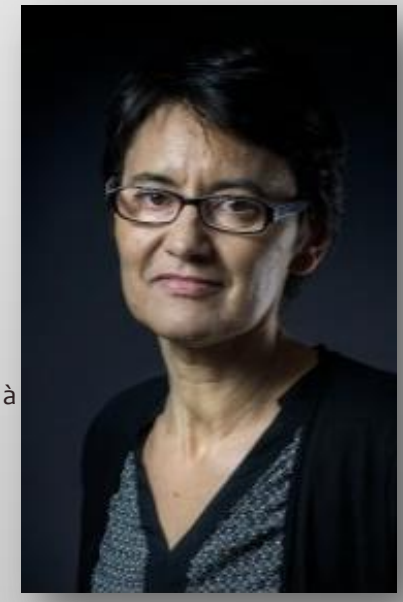
Or, parmi ces questions de fonds, l'avenir de l'islam en France, problématique majeure que certains candidats aux élections présidentielles abordent sans complexe et sans litote, et que d'autres essayent d'esquiver, voir d'occulter totalement. Inquiets ou troublés, les Français, qu'ils soient de confession musulmane ou non, ont le droit de savoir ce que chacun des candidats pense de l'islam en France. Il y va de leur présent immédiat et surtout de l'avenir de leurs enfants.

Problématique majeure, car elle implique, qu'on le veuille ou pas, directement ou indirectement, à juste titre ou injustement, toutes les autres questions pas moins importantes et décisives dans les années qui viennent : le communautarisme, le culturalisme, l'intégrisme, le salafisme, les banlieues hors zone de droit, la violence urbaine, les manuels scolaires, la laïcité, les valeurs républicaines, le voile islamique, la condition féminine, la liberté de pensée, la tolérance, les droits de l'homme, le dialogue interreligieux, l'antisémitisme, l'islamophobie, la christianophobie, l'identité française, le laxisme, la crise migratoire, le terrorisme islamiste, Daech, les relations avec certains pays exportateurs d'idéologie théocratique et de « main d'œuvre » djihadiste…

Parce que l'islamisme en tant qu'idéologie théocratique et subversive, voire même pour certains, l'islam lui-même en tant que religion holistique, suscitent interrogations et inquiétudes, parce que leur fait et effets peuvent modifier les rapports entre la France et le Monde musulman, déjà très largement affectés par le "printemps arabe", parce que l'électorat dit musulman peut être déterminant dans l'ultime phase de l'élection présidentielle, le Centre international de géopolitique et de prospective analytique (CIGPA), en association avec la toute jeune Confédération des Musulmans Républicains de France (CMRF), a voulu faire intervenir l'ensemble des protagonistes de cette élection, eux-mêmes ou leurs représentants, devant la presse écrite et audiovisuelle, devant le corps diplomatique des pays arabo-musulmans, devant les chefs spirituels des trois monothéismes, devant un certain nombre d'intellectuels arabes et français avec lesquels ils pourront librement échanger, dans un débat démocratique et sans langue de bois.

Les 11 candidats à l'élection présidentielle Française

Les citations que nous avons choisies de chaque candidat n'expriment évidemment pas leurs positions complètes sur l'islam et sur les nombreux problèmes qu'il suscite. Ces citations sont juste des indicateurs donnant une idée générale, que les onze candidats sont précisément invités à clarifier et à compléter.



Nathalie Arthaud

C'est la candidate de Lutte ouvrière qui avait eu 0,56% voix en 2012. Professeur d'économie et de gestion, elle revendique l'héritage d'Arlette Laguiller, qu'elle a remplacée en décembre 2008 comme porte-parole de Lutte ouvrière. La lutte finale du dernier bastion trotskiste.

Sur son site officiel, le 28 août 2016 :

« En mettant de l'huile sur le feu et en stigmatisant les musulmans, ils contribuent au contraire à étouffer les aspirations des femmes. » [Le « ils » désigne « les politiciens » à l'origine de la loi sur le voile musulman].

J

Marine Le Pen

C'est la candidate du Front National. A l'instar de Donald Trump aux USA, elle se pose en candidate anti-système, en souverainiste et en antimondialiste. Elle incarne la tradition nationaliste française. Même si elle s'inscrit dans la continuité du précurseur, ses positions sur l'islam sont relativement différentes de celles du fondateur du FN. Mais certains continuent à la diaboliser, l'accusant d'islamophobie.

Sur le site Zaman France, le 3 avril 2013 :

« Nous sommes des partis patriotes et non des partis anti-islam. Je n'œuvre pas pour que dans les pays musulmans l'islam recule. Ce que je défends, c'est que la France qui est un pays laïc et de racine chrétienne le reste (...) Il faut être Français avant d'être musulman. Être Français c'est une fierté. »

Sur TF1, le 11 septembre 2016 :

Elle plaide « pour un islam laïcisé par les Lumières, comme les autres religions »

François Fillon

C'est le candidat des Républicains. Après sa remarquable victoire à la primaire, il était donné gagnant au premier tour et même aux finales. Mais une campagne politico-médiatique bien synchronisée a freiné son élan. Chrétien décomplexé, il a été parfaitement clair sur les questions relatives à l'islam.

Dans son essai *Vaincre le totalitarisme islamique, Albin Michel, 2016 :*

« Peut-on efficacement lutter contre l'idéologie de Daech sans reconnaitre et assumer l'héritage chrétien d'un pays comme la France ? (page 65).

« Je me dois de souligner que nous ne pourrons pas pas continuer à entretenir avec certaines monarchies du Golfe des relations chaleureuses ou leur proposer des conventions fiscales avantageuses lorsque nous sommes informés qu'elles financent les activités de l'Etat islamique ou des constructions de mosquées salafistes en France » (page 85).

« Nous avons refusé, par peur de stigmatisation, par souci de ne pas blesser, de faire le lien entre religion et terrorisme. Nous avons été dans le déni, à commencer par nombre de musulmans eux-mêmes. Et pourtant le lien est là » (page 108).

« Dire les choses, c'est reconnaître qu'il y a un communautarisme islamique qui n'a pas sa place sur la terre de France, qui est incompatible avec notre histoire, nos valeurs et ce que nous sommes au plus profond de nous-mêmes » (page 113).

Benoît Hamon

C'est le candidat d'un Parti socialiste divisé. Il a déjoué les sondages en remportant la primaire alors que certains pronostics donnaient Manuel Valls gagnant. Les sondages le donnent aujourd'hui en quatrième position. Député des Yvelines, il connait très bien les difficultés des banlieues dites chaudes, notamment Trappes. S'inscrivant dans la tradition mitterrandienne, il considère que l'islam ne pose aucun problème en France et plaide pour une « laïcité apaisée ».

Sur France Inter, le 23 janvier 2017 :

Arrêtons de faire de l'islam un problème de la République (…) Ce que je n'accepte pas, c'est que derrière ce mot, communautarisme, il y ait finalement une volonté de dire que l'islam est incompatible avec la République, ça n'est pas vrai ».

Sur RFI, le 24 janvier 2017 :

« On me fait le procès de quoi? D'être élu de banlieue, d'être confronté à la réalité de ce communautarisme que je combats, autrement que par des mots ».

Jean-Luc Mélenchon

C'est le candidat de La France insoumise, le mouvement qu'il a fondé après avoir quitté le PS. Ce redoutable tribun inquiète la gauche. Et pour cause : de semaine en semaine, il monte dans les sondages. Ses fidèles se raccrochent à un espoir : emporter l'adhésion de la masse d'électeurs indécis dans la dernière ligne droite. Accusé « d'islamo-gauchiste », il a pourtant pris des positions en rupture avec sa famille idéologique.

Dans Le Monde, le 24 août 2016 :

« L'instrumentalisation communautariste du corps des femmes est odieuse. C'est un affichage militant. Mais quand on est l'objet d'une provocation, mieux vaut ne pas se précipiter dedans […] La masse des musulmans est excédée par une histoire qui les ridiculise… Le burkini est le fruit d'une offensive religieuse salafiste qui ne concerne qu'une partie de l'islam ».

Sur France 2, le 14 novembre 2015 :

« Il n'y a pas de problème avec l'islam dans ce pays. L'Islam n'a rien à voir avec ça ». [Le « ça » désigne les attentats de Paris en novembre 2015].

Emmanuel Macron

C'est le candidat d'En Marche, le mouvement « transpartisan » qu'il a créé début avril 2016. A écouter tous ses rivaux, ce candidat de 39 ans aurait déjà dû s'écrouler depuis des mois, emporté par la mécanique électorale de la Ve République. C'est tout l'inverse qui s'est produit. L'ex-ministre de François Hollande a brûlé toutes les étapes : tuer le père, lancer son parti, monter un programme. Son rival aux primaires, Manuel Valls l'accuse d'ambigüité sur la question de l'islam. Appelant à une « bienveillance exigeante », il promet, s'il était élu, d'« agir pour aider les musulmans à restructurer l'islam de France ». Comment ? Son programme fait le constat que les musulmans aujourd'hui sont « mal représentés », en faisant allusion au Conseil français du culte musulman.

Sur RTL, le 5 octobre 2016 :

« Il n'y a en France, aucun monothéisme, aucune religion qui soit un problème(…) Nous devons être intraitables dans certains quartiers de la République où le communautarisme a pu s'installer ».

Lors de son meeting à Montpellier, le 18 octobre 2016 :

« Le problème aujourd'hui, ce n'est pas la laïcité. Le cœur du débat, c'est l'islam ».

François Asselineau

C'est le candidat de l'Union Populaire Républicaine (UPR), parti d'opposition fondé il y a dix ans et qui affiche aujourd'hui 20000 adhérents. Lors des élections de 2012, il avait échoué, mais cette fois, c'est la bonne, pense t-il. Candidat atypique, François Asselineau, 59 ans, avait dépassé le seuil des 500 parrainages. Il prône la sortie de l'Union européenne et de l'OTAN. Dans le préambule à son programme, il propose aux Français « de se rassembler, quelles que soient leurs convictions politiques ou religieuses et leurs origines ethniques ou sociales, afin de rendre à la France sa liberté et sa démocratie ».

Sur le site officiel de l'UPR, le 18 juillet 2016 :

« On peux trouver dans le Coran des versets qui poussent au crime et des versets qui enseignent la paix ».

A la suite des attentats de 2015 :

« Il y a une stigmatisation insidieuse de nos compatriotes de confession musulmane. Le terrorisme se réclamant du djihadisme a représenté zéro pour cent des attentats en Europe ces 5 dernières années »

Nicolas Dupont-Aignan

C'est le candidat de Debout la France, parti politique de tendance « gaulliste authentique » et dont la genèse remonte à novembre 2008, lors du congrès de la Mutualité. Au départ sensibilité critique du RPR puis de l'UMP, sous la dénomination de Debout la République, fondée en février 1999, le DLR devient Debout la France (DLF) à la suite de son congrès fondateur du 12 octobre 2014.

Dans son livre France, lève-toi et marche, Fayard, 2016 :

« Quand un ministre de la République, Mme Vallaud-Belkacem, reste muette sur un plateau de télévision face à un islamiste qui se vante de ne pas serrer la main des femmes et qui refuse de condamner l'Etat islamique, on ne peut que s'inquiéter. A force de céder à des extrémistes qui préfèrent leur religion à la République, on prend le risque d'une libanisation de notre pays » (page 186).

BFM-TV, le 8 octobre 2012 :

« On peut tout à fait réconcilier la religion musulmane avec la République ».

Grand Jury RTL, 13 novembre 2016 :

"Lisez les manuels scolaires que l'on donne à nos enfants où l'islam est plus important que l'histoire de notre pays, où l'on veut culpabiliser nos enfants."
Meeting à la Mutualité, le 8 décembre 2016 :
« Si vous acceptez ces six points et que vous les respectez, on ouvre la mosquée et on la surveille! Si vous les refusez, eh bien c'est charter ! »

Jacques Cheminade

C'est le candidat du parti Solidarité et Progrès, parti politique que cet énarque de 70 ans crée en 1996 et dont les statuts déposés en Préfecture stipulent que Solidarité et Progrès a pour objet « de combattre, en France et dans le monde, pour la paix par le développement économique et l'égalité des chances, et contre l'usure financière et les idéologies du sol, du sang et de la race ». Il défend « pour chacun et entre les peuples le progrès matériel, intellectuel et moral ». Inclassable sur l'échiquier politique, il participe à son second scrutin depuis 1995.

Dans son droit de réponse aux « calomnies d'ATTAC », le 7 mars 2000 :

« J'ai toujours cru que c'est à partir de la part commune du judaïsme, du christianisme, de l'islam et des grands humanismes que l'on pourra refonder le politique, ainsi que par le recours à nos textes fondateurs (préambule de la Constitution de 1946, Déclaration des droits de l'homme et du citoyen), à condition d'en prendre au sérieux le message dans notre engagement quotidien ».

Sur son site officiel, le 5 mars 2015 :

« Bien que personnellement je sois convaincu que les trois versets du Coran faisant allusion au voile sont sujets à différentes interprétations, je ne vois pas au nom de quelle conception de la laïcité vestimentaire on interdirait à une mère ou un père d'accompagner des enfants en sortie scolaire en portant un voile discret ou une kippa. »

J

Philippe Poutou

C'est le candidat du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), héritier de la LCR. Il était déjà candidat pour le NPA en 2012 où il avait récolté 1,15% des suffrages. Cet ancien ouvrier s'est fait connaître par son combat à la CGT pour la sauvegarde des emplois au sein de son usine de Blanquefort, en Gironde.

En septembre 2012 :

Réagissant à un communiqué dans lequel le NPA accusait Charlie Hebdo de « participer à une agitation démagogique et à l'imbécilité réactionnaire du choc des civilisations », Philippe Poutou a marqué son désaccord avec son parti en soutenant « la liberté d'expression et le droit à la caricature de Charlie Hebdo ».

Jean Lassalle

C'est le candidat d'une partie des centristes. Jean Lassalle, député centriste non-inscrit, avait quitté en 2016 le MoDem de François Bayrou. Et il a refusé de rejoindre l'alliance conclue entre son ancien ami et Emmanuel Macron, leur conseillant notamment "à tous les deux d'abaisser un peu leur ego". Que veut-il représenter en étant candidat à la fonction suprême ? « Retaper la France » en combattant « La dictature financière (qui) a progressé depuis une dizaine d'années, sans opposition » et en reprenant « le pouvoir que nos politiques ont abandonné aux marchés. »

Sur son site officiel :

« On ressent dans les quartiers défavorisés les effets du basculement du monde (…) L'économie de la drogue s'est installée. Ces quartiers sont une ligne de front, alors que notre pays est menacé de rupture entre riches et pauvres et de conflits entre communautés, dont les attentats terroristes n'auraient été que des secousses annonciatrices (…) Garantissons la liberté religieuse, débarrassée d'influences extérieures ».

Dans son entretien au Cercles des Volontaires, le 28 juillet 2016 :

« Lorsqu'un ordre humain est déstabilisé, c'est les plus fragiles qui sont touchés en premier. Or, il se trouve que les plus fragiles sont les plus faciles à fanatiser, pour tuer, pour détruire, pour faire couler le sang. Il ne faut pas tomber dans ce piège ».

PARTICIPANTS

LES CANDIDATS

Nicolas Dupont-Aignan

François Fillon, représenté par Malika Sorel

Marine Le Pen, représentée par Florian Philippot

Benoît Hamon, représenté par Pascal Cherki

Emmanuel Macron, représenté par Jean-Pierre Mignard

Jean-Luc Mélenchon, représenté par Djordje Kuzmanovic et Théophile Malo

Jacques Cheminade, représenté par Christine Bierre

LES INTELLECTUELS

J

Sonia Mabrouk, journaliste et essayiste

Elisabeth Lévy, journaliste et essayiste

Sofia Azouz Ben Mansour, conservatrice du patrimoine et membre de la Fondation de l'islam de France

Linda Akeniouine, assistante de M.Jean-Pierre Chevènement

Alain Finkielkraut, philosophe

Pascal Bruckner, philosophe

Alexandre Devecchio, journaliste et essayiste

Bernard Godard, ancien des RG et spécialiste de l'islamisme

Mohammed Moussaoui, président d'honneur du CFCM et président de l'Union des mosquées de France.

Jean-Yves Gontier, Sciences-Po Paris et Columbia University

Karim Ifrak, historien, CNRS

Bassam Tahhan, islamologue

Khaled Zaghloul, journaliste Al-Ahram et écrivain égyptien

CENTRE INTERNATIONAL DE GÉOPOLITIQUE ET DE PROSPECTIVE ANALYTIQUE

CIGPA

المركز الدولي للدراسات الجيوسياسية والاستشرافية

The International Center of Geopolitics and Foresight Analysis

CIGPA
23 avenue Foch
75016 Paris
contact@cigpa.org
www.cigpa.org